



**Syndicat Unitaire des Personnels
des Administrations Parisiennes**

6 rue Pierre Ginier 75018 Paris / tél.: 01 44 70 12 80 / mail : syndicat.supap-fsu@paris.fr

LA FSU TERRITORIALE **PARIS**

Les discriminations selon les origines, ça existe ! Et à la Ville de Paris ?

Selon une vaste étude, voir pièces jointes, publiée le 24 novembre 2021 et menée sous l'égide de l'institut d'étude du ministère du travail, un.e candidat.e au nom à consonance maghrébine « **doit envoyer 1,5 fois plus de CV** » pour obtenir le même nombre de rappels de la part des recruteurs qu'un.e candidat.e considéré.e comme d'origine non étrangère.

En moyenne, à qualité comparable, les candidatures dont l'identité suggère une origine maghrébine ont 31,5 % de chance de moins d'être contactées par les recruteurs que celles portant un prénom et nom d'origine française.

Les résultats sont nets : « *la discrimination à l'embauche selon l'origine supposée reste élevée et un élément majeur du marché du travail en France. Elle est observée quelles que soient les caractéristiques des métiers testés* », écrivent les chercheurs.

Moins le métier est qualifié plus la discrimination est forte. Ainsi, pour le métier d'employé.e administratif.ve, peu qualifié et pas particulièrement en tension, « *le succès des candidatures à consonance française, à des annonces associées à ce métier, est supérieur de 53,7 % à celui des candidatures dont le nom est à consonance maghrébine* ».

Cette recherche menée sous l'égide de l'Etat prouve bien l'existence de ce qu'on appelle un racisme systémique, qui selon le gouvernement n'existe pas.

À la Ville de Paris, de nombreux collègues ressentent une discrimination en fonction de leur origine, dans leur travail, mais aussi dans le cadre des promotions, des recherches de poste.

Pourtant la Ville ne dispose pas du moindre « outil » pour mesurer, prévenir et empêcher ce type de discriminations dans le cadre du plan de lutte contre les discriminations ».

Il est temps de créer les outils pour mesurer ces discriminations à la Ville de Paris et y remédier.